

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2267>



Clément Lefèvre (secrétaire national) : Intervention introductive.

- Syndicats Nationaux - SNES-FSU - ARCHIVES - CAN du SNES de novembre 2016 -



Date de mise en ligne : mercredi 30 novembre 2016

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Le moindre mal n'est pas un rempart contre le pire :

L'élection de D. Trump agit comme un séisme sur la scène politique mondiale et vient bousculer l'agenda de tous les gouvernements, de toutes les organisations politiques. Imprévisible, cette élection est un symptôme partout visible, les pronostics politiques sont tous déjoués. Sarkozy - Juppé au second tour de la primaire de droite ? Déjoué. Juppé victorieux de la primaire ? Déjoué. Des socialistes unis derrière leur bilan ? Entre le traître Macron et un premier ministre tel « Iznogoud », Hollande n'a qu'à bien se tenir...

Aussi l'avenir n'a jamais été aussi incertain. La guerre fait rage et envoie sur les routes et les mers des milliers de réfugié-e-s que notre gouvernement dit de gauche a bien du mal à considérer comme tels. La politique du gouvernement prépare d'ors et déjà les attaques de la droite. La loi travail ne sera que l'apéritif d'un démantèlement général des droits sociaux y compris dans la fonction publique où pointent déjà les conséquences de cette loi, à travers le CPA [\[1\]](#) par exemple.

Le protocole PPCR n'en finit pas quant-à-lui de décevoir : une revalorisation indigente, une promesse de carrière sur deux grades en trompe-l'oeil dans toutes les fonctions publiques.

Dans ce contexte, le SNES FSU se doit d'être à la hauteur des enjeux de la période. Ce gouvernement, incapable de satisfaire par exemple les revendications des personnels des lycées issus de l'éducation prioritaire alors qu'ils ne revendiquent que la concrétisation de promesses passées, n'est pas un moindre mal qui vaudrait mieux que le pire : la droite. Et le bien pire : le FN.

Le rempart c'est notre capacité à croire en nos forces de lutte et de transformation sociale, notre capacité à analyser des projets pour ce qu'ils sont : des maigres avancées matinées de revers et non des conquêtes, notre capacité à soutenir la mobilisation des collègues jusqu'à accepter de les rejoindre dans la manifestation de ce jour des lycées mais aussi dans les écrits en signant le dernier appel « pour une carte élargie de l'éducation prioritaire de la maternelle au bac ».

Par ailleurs, nous sommes un peu déçus par le vote pour le décret PPCR au CTM du 7 décembre prochain. En effet, nous avons un peu le sentiment que le SNES agit comme un amateur d'art qui achèterai dans une galerie d'art, un cadre de tableau sans la toile, avec la promesse que la peinture lui siéra sans certitude qu'une fois ramené dans son salon (la salle des profs), celui-ci ait un franc succès. Les échos que nous avons au sein des salles des profs sont bien différents que ceux présentés par le secrétariat général, souvent les collègues font appel à FO pour animer les HMI à ce sujet, au mieux ils rient des 1 à 3 billets de 10 qu'ils vont toucher, au pire ils détestent déjà par avance l'idée d'être évalués par compétences sur beaucoup de tâches qui restaient écartées de la notation pour la hiérarchie.

Sur le collège : l'évaluation des élèves via le LSU recrée de fait un socle de compétences, Il faut outiller les collègues pour contester ce retour du LPC par la fenêtre.

Je ne sais pas si, comme l'intervention de Frédérique Rolet [\[2\]](#) le souligne, « la gauche se mettra en ordre de bataille » pour répondre à la droite, en tout état de cause ceux qui au gouvernement se réclament comme tels ont bien été au rendez-vous pour mettre en place tous les reculs sociaux et démocratiques de ces derniers mois (Réforme du collège, loi travail, État d'urgence...). C'est le syndicalisme qui doit se mettre en ordre de bataille, à condition que les rangs ne comprennent pas des combattants qui fassent défection dès le début... Je pense en particulier aux

syndicats incapables de s'opposer à la loi travail. En effet plus largement que dans notre secteur, à l'échelle interprofessionnelle, la FSU maintient l'intersyndicale opposée à la loi travail. Celle-ci doit trouver un nouveau souffle et le SNES peut le lui proposer, je pense par exemple que les programmes rétrogrades des grands partis pourraient trouver sur leur passage une plate-forme revendicative unitaire signée largement par des milliers de syndicalistes. Dans la perspectives des élections professionnelles mais aussi des mobilisations à construire.

Dernier point en « post-scriptum » : j'aimerais comprendre pourquoi le SNES, par la voix de sa secrétaire générale, a apporté son soutien au SNESup pour la sélection à l'entrée du Mastaire. Nous voyons bien tous les dangers que contient cette mesure : le renvoi d'étudiants très loin de leur faculté ou écartés de leur domaine de prédilection, et la tentation d'amplifier les velléités de sélection plus tôt : j'en veux pour preuve la tentative de la direction de l'Université de Rouen d'établir des capacités d'accueil en L1 [3]. Le refus de toute sélection fait partie de l'ADN de la FSU, la fédération l'a bien compris en n'acceptant pas d'inclure dans son texte action un soutien à ce texte gouvernemental, mais le SNES ne doit pas être en deçà.

[1] Compte Personnel d'Activité

[2] secrétaire générale du SNES-FSU

[3] première année de licence